

propos de toute question qui intéresse spécialement un pays du Commonwealth.

M. Massey se tient sans cesse en communication avec moi et avec le département des Affaires extérieures et nous communiquons ce supplément de renseignements. En outre, il y a à Ottawa un ancien membre du gouvernement anglais, le très honorable Malcolm MacDonald. Il n'y a pas de meilleur diplomate et d'homme comprenant mieux la politique d'un gouvernement, et il reçoit tous les jours des renseignements de son gouvernement qu'il transmet au nôtre. De plus, je reçois des communications directes de M. Churchill, le premier ministre anglais, sur les questions les plus importantes, et je communique directement avec lui. En qualité de secrétaire d'Etat pour les affaires extérieures, je reçois en sus nombre de communications du gouvernement anglais, par l'intermédiaire du secrétaire d'Etat pour les affaires des Dominions, sur toutes les questions concernant la guerre, et il en résulte que, chaque jour, avant la fin de la journée, mes collègues et moi possédons ici à Ottawa l'état le plus complet possible de tout ce qui a trait à la guerre, jusqu'à ce moment-là. Il peut y avoir certaines questions qui doivent rester en suspens une couple de jours, mais règle générale, d'après la procédure suivie jusqu'ici, nous avons été étonnés de la célérité avec laquelle le Gouvernement a été pleinement renseigné sur la plupart des questions. Mon honorable ami ne sait peut-être pas à quel point est complet tout le système de consultations et de consultation, mais j'espère que ce que j'ai dit fera disparaître tout doute qu'il peut entretenir sur cette question.

L'honorable député a abordé la question de notre capital humain. Certes, c'est pour nous un problème, mais c'en est un pour tout pays en guerre et même celui qui ne l'est pas doit faire face à ce problème à un degré plus ou moins grand. Il n'est certainement pas de situation plus difficile que celle d'enlever à leurs occupations des gens qui y ont consacré toute leur vie et de les affecter à des emplois entièrement différents. Rien n'est plus troublant que d'être obligé, comme l'est le Gouvernement en temps de guerre, d'imposer des restrictions qui empêcheront les gens de se livrer aux occupations auxquelles ils sont habitués depuis leur jeunesse et auxquelles ils espéraient consacrer leur vie, et de leur dire de faire autre chose ou d'aller ailleurs. Rien n'est plus répugnant que d'envoyer soudainement un fonctionnaire dans les foyers pour dire aux gens que la politique du Gouvernement veut que non seulement les hommes mais aussi, dans bien des cas, les femmes, s'en aillent travailler dans les industries de guerre ou prendre part à quelque autre forme de service de

guerre. C'est le problème le plus difficile qui puisse jamais confronter un pays et ce qui me semble étonnant c'est que nous ayons pu faire marcher les choses d'une façon aussi régulière.

Au cours de la dernière session j'ai donné à la Chambre une idée de ce que seraient, à mon sens, les exigences en capital humain pour cette année. Les honorables députés trouveront dans le hansard du 24 mars 1942 l'exposé que j'ai fait de nos besoins estimatifs en hommes pour l'année financière 1942-1943. Voici les chiffres que j'ai alors communiqués: industrie de guerre, 100,000; marine, 13,000; armée, de 90,000 à 100,000; aviation, de 70,000 à 80,000, soit en tout de 160,000 à 193,000 hommes pour nos forces armées. Je crois que ces chiffres, ou quelques-uns du moins, ont été cités par mon collègue le ministre de la Défense nationale.

Diverses modifications ont été faites de temps à autre selon les besoins découlant des péripéties de la guerre. Dans le cas de l'armée, le chiffre estimatif a été accru par suite de l'amplification du programme de défense territoriale. Quels résultats avons-nous effectivement obtenus? J'ai donné les chiffres estimatifs. Voici ce qui a été fait pour 1942—il s'agit de l'année civile: pour les industries de guerre, au lieu du nombre qui avait été estimativement fixé, soit 100,000, nous avons recruté plus de 300,000 personnes. C'est là le nombre de gens qui ont été embauchés dans les industries de guerre, et en ce qui concerne les forces armées, le nombre a dépassé 200,000, c'est-à-dire qu'il a été plus élevé que le chiffre estimatif d'abord fixé pour les trois armes. En d'autres termes, les résultats obtenus en 1942 dans la mobilisation de notre capital humain ont de beaucoup dépassé les estimations.

On peut si l'on veut discuter les méthodes suivies. Toute méthode, surtout si elle est nouvelle, est d'une application difficile, mais ce qui importe le plus, c'est le résultat obtenu et j'ai indiqué à la Chambre ce qu'ont produit celles que nous avons employées l'an dernier.

Dans la déclaration que j'ai faite précédemment, j'ai bien expliqué à la Chambre que les mesures nécessaires ne s'exécuteraient pas facilement. Le 26 janvier 1942, j'ai dit ce qui suit:

Le rouage administratif nécessaire à l'application équitable et efficace des mesures projetées sera nécessairement compliqué.

On ne peut peser, mesurer et classer les talents et l'habileté des hommes et des femmes avec autant de certitude qu'on peut déterminer les qualités du blé, du béton ou de l'acier. Il faudra donc du temps et de l'adresse pour effectuer avec succès le travail complexe de la sélection.

Et j'ajoutai:

Il n'y a certes aucun gouvernement qui soit assez éclairé pour déterminer quel travail parti-